

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



COVEPA MICHELS

ZI DE LA MALTERIE
36130 MONTIERCHAUME

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement COVEPA MICHELS implanté ZI DE LA MALTERIE 36130 MONTIERCHAUME. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVEPA MICHELS
- ZI DE LA MALTERIE 36130 MONTIERCHAUME
- Code AIOT dans GUN : 0010000521
- Régime : D (A à régulariser au vu de la capacité de production et de la quantité totale de produits consommée)

L'installation est une imprimerie

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de la précédente visite;
- Mise à jour administrative;
- La prévention des incendies.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour administrative	Article L. 521-1 du Code de l'Environnement	/	
Pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31 et 32	/	
Aménagement	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11	/	
Dispositions relatives au comportement au feu	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.2	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3.C	/	
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.2	/	
COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.19	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3.A	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 6 non-conformités

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise à jour administrative

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2000, article L. 521-1 du Code de l'Environnement
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Exploitation d'une installation soumise au régime de l'autorisation sans bénéficier de l'autorisation requise. L'exploitant devra répondre à la demande de compléments de l'inspection du 11 mai 2021 pour continuer sa régularisation administrative.
Observations : Au vu de la capacité de production et de la quantité totale de produits consommée, l'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour les rubriques suivantes : - 2445-1 : Transformation du papier, carton ; - 2450-A.a : Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support, offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage. L'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation le 24 mars 2021 pour régulariser sa situation. L'inspection a transmis une demande de compléments à l'exploitant le 11 mai 2021. L'inspection n'a pas eu de réponse depuis. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à y répondre dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31 et 32

Prescription contrôlée :

La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C.

Le pH des effluents rejetés doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes :

Matières en suspension 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,

DBO5 (sur effluent non décanté) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà.

Azote global 30 mg/l

Phosphore total 10 mg/l

Hydrocarbures totaux 10 mg/l

Constats : Les rejets d'eaux industrielles présentent des valeurs non-conformes pour les paramètres DBO5 et DCO. L'exploitant précisera le flux journalier maximal du site afin de déterminer les valeurs limites d'émission .

Observations : L'exploitant a fait analyser ses eaux industrielles et pluviales. Il montre un rapport de la société Inovalys du 09/07/2021 pour les eaux industrielles. Celui-ci montre des valeurs non-conformes pour les paramètres DBO5 (140 mg/l) et DCO (306 mg/l). L'exploitant explique qu'il a ciblé la source de cette pollution (rinçage de certains produits dans un évier) et que cette eau est maintenant traitée en tant que déchets. Les analyses de 2022 montreront si cette solution est pérenne. Il montre également un rapport de la société Inovalys du 09/12/2021 pour les eaux pluviales. Celui-ci ne montre pas de valeurs non-conformes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : Des stockages de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (liquides inflammables, huiles, lubrifiants, graisses, vernis acryliques, encres végétales,...) ne sont pas associés à des capacités de rétention suffisantes. L'exploitant apportera la preuve que les produits dits "encres offset grasse" ne sont pas des liquides s'il ne souhaite pas les mettre sur rétention.
Observations : Lors de la visite, l'inspection constate que des stockages de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ne sont pas associés à des capacités de rétention suffisantes (principalement des liquides, mais également des encres végétales qui devront également être mises sur rétention). L'exploitant explique qu'il compte construire un local dédié pour y stocker l'ensemble des produits à mettre sur rétention. Il a évalué son besoin de produits à mettre sur rétentions à 40t, soit un volume de rétention de 20 m ³ (50% de la capacité globale des réservoirs associés). Il explique que selon lui, certains produits dits "encres offset grasse" ne sont pas à mettre sur rétention car proches de la consistance solide. L'inspection précise que pour cela il devra apporter la preuve que ces produits ne sont pas considérés comme des liquides.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.2
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m ³ au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant lèvera au plus vite les 4 points de non-conformité du rapport de vérification du système de sprinklage du 30/09/2020. L'exploitant fournira le dernier rapport de vérification du système s'il ne s'agit pas de celui du 30/09/2020. S'il n'en dispose pas, ou si le dernier rapport date de plus de 6 mois, il procédera à une vérification du système de sprinklage.
Observations : L'exploitant explique que l'entièreté du site est sprinklé. La détection incendie se fait donc via le système de sprinklage. Lors de la dernière visite d'inspection, le rapport de vérification du système de sprinklage suite à une intervention du 30/09/2020 concluait qu'il n'y avait pas de « points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système ». Par contre il y a 4 « points de non-conformité à lever au plus vite ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3.C
Prescription contrôlée : Le dépôt, lorsqu'il est couvert, est équipé d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitation n'est pas équipée d'une installation de protection contre la foudre. L'exploitant fournira la preuve qu'un système de protection contre la foudre n'est pas nécessaire en fournissant une étude technique prenant en compte la nouvelle extension.
Observations : L'exploitant explique que le site n'est pas équipé d'une installation de protection contre la foudre. De plus, il a communiqué au préalable à l'inspection une étude concluant que le bâtiment est auto-protégé et ne présente pas de risque suffisant pour nécessiter une protection contre les effets de la foudre. Cette étude ne prend cependant pas en compte la nouvelle extension du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.2
Prescription contrôlée : Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du stockage et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage. Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :- la largeur utile est au minimum de 3 mètres. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre du stockage et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
Constats : L'exploitation ne dispose pas d'une voie « engins » d'au minimum 3m sur l'intégralité du périmètre de l'installation. Les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse ne sont pas d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre n'est pas prévue à son extrémité. L'exploitant fournira une étude d'effondrement de son bâtiment.
Observations : Lors de la visite l'inspection constate que la voie "engins" d'au minimum 3m du site ne couvre pas l'intégralité du périmètre de l'installation. De plus, l'inspection constate que les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse ne sont pas d'une largeur utile minimale de 7 mètres et qu'une aire de retournement de 10 mètres de diamètre n'est pas prévue à son extrémité. De plus, à certains endroits la voie "engins" est collée au bâtiment. L'exploitant explique qu'il ne dispose pas d'une étude d'effondrement de son bâtiment prouvant que sa voie "engins" est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 4.3.A
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant présente un courrier de l'Apave de levée de réserves sur le rapport de vérification Q18 du 19 juillet 2021. Celui-ci explique que toutes les observations mentionnées dans le rapport Q18 ont été levées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7
Prescription contrôlée : Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt lorsqu'il est couvert, bien visibles et facilement accessibles.- de robinets d'incendie armés, répartis dans le dépôt s'il est couvert en fonction de ses dimensions
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'extincteurs et de RIA. L'inspection ne constate pas que certains extincteurs ne sont pas bien visibles et difficilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.19
Prescription contrôlée : La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m ³ .
Constats : Les rejets de COV de l'exploitation sont supérieurs à 75 mg/m ³ . L'exploitant procédera à une campagne de mesure après la réception de la nouvelle machine.
Observations : Les rejets de COV de l'exploitation sont de 103,6 mg/m ³ pour l'année 2017. L'exploitant précise cependant que la machine d'impression grand format KBA Rapida 142 (OFFSET 1) a été remplacée par une nouvelle machine grand format. Au dire de l'exploitant cette nouvelle génération de machine grand format sera plus performante en termes d'émissions atmosphériques. L'ancienne machine a elle été évacuée. La nouvelle machine est en train d'être installée et sera réceptionnée le 28/02/2022. L'exploitant s'engage à ce que les mesures de COV soient faites dès que possible après cette date.
Type de suites proposées : Susceptible de suites